

MAATKAS

Un nouveau souffle pour le PPDR

Une nouvelle donne vient de faire son apparition dans le dispositif accompagnant les projets Plan de proximité pour le développement rural (PPDR). Il s'agit de l'intégration dans le dispositif d'accompagnement, d'étude et de soutien aussi bien technique qu'autres, de nouveaux éléments et acteurs pouvant intervenir dans le développement local et de ce coup, apporter un plus.

Le ministère délégué au Développement durable qui était le seul réceptacle du plan auparavant, se voit à partir de la nouvelle stratégie définie tout récemment épaulé par le ministère de l'Intérieur.

Ce qui, selon les spécialistes, ne sera pas sans d'innombrables retombées positives, notamment au plan de la coordination. Cette nouvelle approche qui ne change en rien au but et aux principes directeurs initiaux du PPDR, devait être grandement vulgarisée et c'est ce à quoi s'attellent les organismes concernés sur le terrain dans les différentes régions visées de l'arrière-pays en mettant à profit tous les moyens nécessaires y

compris la mise à contribution de la presse.

A Maâtkas, daïra de quelque 50 000 habitants englobant deux communes et où le niveau du développement local frise le néant, l'annonce du plan avait suscité un grand engouement et une réelle adhésion de la population au point où plusieurs villages ou groupes de foyers géographiquement liés se sont mis à la mobilisation.

Ce plan dont la philosophie repose sur l'implication du citoyen et l'incitation de celui-ci à prendre l'initiative tout en comptant sur l'aide technique et financière de l'Etat et la contribution des banques, allait à coup sûr insuffler une nouvelle dyna-

mique et endiguer surtout le chômage chez la composante juvénile notamment par la création de nouveaux postes d'emploi et ce, par l'exploitation des capacités existant localement, comme les métiers traditionnels et l'agriculture de montagne. A cet effet, deux projets ont déjà vu le jour dans la commune de Souk-El-Ténine, et un autre est en voie de réalisation à Maâtkas. D'autres initiatives similaires n'ont pu aller jusqu'au bout ou sont restées à l'état embryonnaire, à cause certainement de dysfonctionnements ou d'insuffisances d'encadrement. C'est justement pour une meilleure prise en charge et plus d'efficacité que le ministère de l'Intérieur a été de la partie, soutient un responsable de la région de Maâtkas.

Ce cadre local nous explique le nouveau cheminement. Il s'agit d'inciter les citoyens qui s'organiseront en groupes, avec responsabilité personnelle pour cha-

acun d'eux, notamment dans l'engagement envers les banques, pour formuler une idée de projet selon les spécificités locales, idée qui sera prise en charge par un comité communal, "afin de lui donner forme", avant de parvenir dans un comité technique de daïra qui, est contrairement à l'ancienne démarche, composé de tous les services techniques et présidé par le chef de daïra. L'aval ou l'accord définitif émis, c'est à la wilaya, par le biais d'un comité ad hoc et du wali, qu'échoit l'approbation pour la mise en pratique du projet.

"Une nouvelle démarche rendue plus performante par une meilleure coordination avec la rentrée en lice du ministère de l'Intérieur et une plus grande implication de l'Etat dans la maturation puis dans la réalisation des projets PPDR, nous dira enfin ce cadre qui souhaite une manifestation effective et massive des citoyens.

R. A.

BEJAIA

Deux élus et un membre de l'exécutif communal d'El-Kseur quittent le RCD

Deux élus à l'Assemblée populaire de la commune d'El-Kseur ainsi que le responsable chargé aux élus du bureau local du RCD viennent de claquer la porte du parti de Sadi. Dans un rapport adressé au patron du Rassemblement dont une copie a été transmise hier à la presse, les trois démissionnaires expliquent leur "départ" par "un constat négatif établi quant aux principes de fonctionnement démocratique au sein de la formation du RCD", indique-t-on.

A. K.

LUTTE CONTRE LES MARCHÉS INFORMELS A ALGER

Plus de 500 millions de dinars consacrés par la wilaya

Pas moins de 578 millions de dinars ont été consacrés depuis 2004 par la wilaya d'Alger, à la lutte contre les marchés informels et leur remplacement par des espaces aménagés, en vue d'absorber des activistes dans ces espaces.

A ce titre, le directeur du commerce de la wilaya d'Alger, M. Youcef Lamari, a indiqué que "la lutte contre les marchés informels et leur déracinement d'une manière définitive est une opération rude et difficile", mais que l'unique solution à ce problème "réside dans la création d'espaces aménagés pour ceux qui activent dans les marchés informels".

Dans le même cadre, il a souligné que "des marchés de proximité et des marchés couverts ont été réalisés et que d'autres sont à l'étude en raison de plusieurs contraintes".

M. Lamari a indiqué aussi que "29 marchés informels ont été définitivement fermés par les services de la wilaya d'Alger, depuis le début de l'opération fin 2004, et que 23 autres, d'abord fermés, ont repris par la suite une activité illégale".

En dépit des efforts déployés par les services concernés, "64 marchés informels demeurent toujours actifs dans la wilaya d'Alger malgré la fermeture des plus grands marchés informels dans la capitale", selon lui. "La fermeture de ces grands marchés a, en même temps, donné lieu à l'apparition de poches dans plusieurs communes de la wilaya", a-t-il souligné, en faisant référence aux marchés informels de Douéra et d'El-Harrach qui causent d'énormes problèmes d'ordre environnemental. "L'expérience de la wilaya d'Alger dans la lutte contre les marchés informels est un modèle à suivre par les autres wilayas", a-t-il dit, soulignant que la wilaya "a financé des projets pour la réalisation de marchés et ce, à la faveur de la grande enveloppe financière consacrée à la réalisation des marchés couverts et de proximité dans toutes les communes qui connaissent un manque d'infrastructures".

M. Lamari a indiqué que sa direction enquête sur le sérieux des communes dans la réalisation des marchés couverts et de proximité dans les délais, en affirmant le retrait, si nécessaire, de l'enveloppe financière fournie aux communes ayant tardé dans la réalisation de ces projets ou n'ayant pas fourni d'efforts nécessaires dans ce sens. Pour ce qui est des marchés de proximité, M. Lamari a ajouté que la réalisation de 22 marchés est programmée, dont 12, prévus dans le budget complémentaire 2006 et 10 dans le budget préliminaire 2007.

Concernant les marchés de proximité programmés, le même responsable a souligné qu'"ils seront installés dans les communes de Bordj-El-Kiffan, Sidi-Moussa, Les Eucalyptus et Dar-El-Beïda". L'objectif de réalisation de ces marchés est la régulation de la livraison des fruits et légumes et la garantie de leur disponibilité dans les marchés. S'agissant des marchés couverts, le taux de réalisation de 6 marchés à Soudania, Rahmania, Douéra, Bouzaréah et Haraoua est estimé entre 80 à 90%.

Le taux de réalisation de marchés couverts au niveau des communes de Zéralda, Mahelma, Baba-Hassen, Douéra, Aïn-Taya, Bordj-El-Bahri et Bab-El-Qued est de l'ordre de 30 à 70%. Dans le même contexte, M. Hamdaoui a souligné l'absence de coopération de certains responsables communaux avec la Direction du commerce dans sa lutte contre l'informel. "10 autres marchés dans les communes de Draria, Khéraisia, Beni-Messous, Raïs-Hamidou, Birtouta, Tassala El-Merjia, Kouba et autres, sont encore l'étude malgré leur programmation en 2004", a souligné M. Lamari en imputant ces retards à "l'absence de terrains, ou la non-détermination de l'entreprise chargée de l'étude". A noter que 96 marchés anarchiques ont été recensés à la fin de l'année 2004 dans la wilaya d'Alger, regroupant plus de 7000 personnes exerçant différentes activités commerciales dans les ruelles et les places publiques.

Des mesures de prises en charge, telles que la réhabilitation d'espaces aménagés pour stopper la prolifération de ces activités informelles et rendre plus souple la circulation aux routes et aux lieux publics, sont prises dans ce sens.

APS

BOUIRA

Les dossiers des victimes du Printemps noir évalués

La commission de suivi des dossiers des victimes du Printemps noir installée à la wilaya de Bouira lors d'une réunion de la CCCWB à la fin de l'année 2005, après avoir essayé de rassembler les dossiers des différentes victimes du Printemps noir au niveau de la wilaya de Bouira, a organisé dernièrement une réunion d'évaluation avec les représentants de l'Etat au cabinet de la wilaya.

Cette rencontre présidée par le chef du cabinet de la wilaya de Bouira, et à laquelle ont assisté les membres de la commission de suivi, a eu pour objectif d'étudier les dossiers déposés avant la fin du délai imparti pour le dépôt des dossiers fixé au 24 novembre 2006. Ainsi, et d'après un représentant de

cette commission, en l'occurrence Belkacemi Rachid, les présents à la réunion ont étudié au total 31 dossiers. Sept parmi eux ont été d'emblée rejetés par les représentants du pouvoir en arguant que les cas soulevés relevaient des accidents de la circulation et par conséquent, ils devaient être étudiés, orientés vers les assurances.

La deuxième surprise reçue de plein fouet par les représentants des aroch, consistait en le rejet d'au moins 20 dossiers soit pour complément de dossiers, soit pour une contre-visite médicale. Enfin, et pour boucler la boucle, le nombre de martyrs au niveau de la wilaya est réduit à deux seulement, soit Amir Aïssa et Benhmdia El-Hadj, alors qu'ils sont cinq à mourir directement ou indirectement lors de ces événements du Printemps noir. Ainsi, les

Benabderrahmane, Bouaïche et Tagrawla ne figureront jamais selon la logique des responsables de la wilaya de Bouira parmi les victimes du Printemps noir.

Aussi, après ce revers, les responsables de la commission ont ressenti une déception, mais sans pouvoir faire quoi que ce soit tant du mouvement citoyen et sa force, il n'en reste aujourd'hui que le nom. Toujours est-il que les présents à cette rencontre, comme les délégués de Takerboust ont promis de représenter les dossiers de ces martyrs avec des preuves à l'appui suite aux affrontements où ces victimes furent hospitalisées avant de succomber à leur maladie quelques semaines plus tard, l'asthme pour les cas de Bouaïche et Tagrawla.

Y. Y.

Pour un département de langue et culture amazighes

Le centre universitaire qui vient d'être promu cette année et qui englobe actuellement les lettres arabes, les études de droit, ainsi que la psychologie, avec plus de 5 000 étudiants, vient d'être sollicité par trois enseignants du département de la langue et culture amazighes (DLCA) de Tizi-Ouzou pour l'ouverture d'un département au centre de Bouira.

En effet, d'après des informations concordantes, un projet pédagogique bien préparé par ces trois enseignants originaires de Bouira a été déposé au niveau du chef du centre universitaire de Bouira avec des arguments très logiques. Entre autres, desserrer l'état au niveau des deux départements de Tizi-Ouzou et

Béjaïa, et permettre aux étudiants de la wilaya de Bouira qui sont des dizaines pour ne pas dire des centaines à suivre les études universitaires au niveau de ces deux wilayas tout près de leurs demeures.

Pour rappel, au niveau de la wilaya de Bouira, ils sont plus de la moitié des établissements scolaires

des trois paliers de l'éducation à être implantés au niveau de la partie berbérophone de la wilaya. Aussi, et avec l'enseignement de la langue amazighe au niveau primaire, ce sont plus d'une centaine de postes à pourvoir dans les prochaines années. Et là, signalons que pendant le concours de l'année passée, sur les 12 postes PCEF ouverts pour la langue amazighe et exigeant la licence en tamazight, ils étaient seulement sept candidats à se présenter. C'est dire combien la wilaya de Bouira a besoin de ce département au niveau de son centre uni-

versitaire pour permettre aux étudiants natifs de la wilaya d'opter pour la licence en tamazight.

Aux dernières nouvelles, nous avons appris que le chef du centre aurait avancé un argument farfelu consistant en le manque d'infrastructures pouvant abriter ce département.

Aussi, le ministère de l'Enseignement supérieur est vivement interpellé pour trouver une solution à ce problème et permettre au centre universitaire de Bouira d'avoir son département de la langue et culture amazighes.

Y. Y.